



**Arrêté préfectoral n°2024 - 2276 du 8 août 2024
mettant en demeure la société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE** de respecter les dispositions fixées par
l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5, L.541-15-11 et D.541-364 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-1564 du 13 juillet 2016 modifié autorisant la société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE** à exploiter une usine de tri et de recyclage de bouteilles plastiques en PET sur le territoire de la commune de Verdun ;

Vu la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 18 juin 2024 des installations exploitées par la société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE** sur le territoire de la commune Verdun ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé EK/307-2024 du 28 juin 2024, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été transmise à la société **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE**, par courrier recommandé avec accusé de réception le 2 juillet 2024, lui permettant, conformément aux dispositions fixées par les articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, de formuler ses observations auprès du Préfet de la Meuse dans un délai de 15 jours à réception ;

Vu les observations de l'exploitant reçues le 12 juillet 2024 ;

Vu l'avis de l'inspection des installations classées reçu le 5 août 2024 ;

Considérant que l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement dispose que :

I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.

II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Considérant que l'article D.541-364 du Code de l'environnement impose à l'exploitant de procéder à des inspections régulières pour l'application du II de l'article L.541-15-11 ;

Considérant que le rapport consécutif à l'audit des installations exploitées par l'exploitant, réalisé conformément à l'article D.541-364 du Code de l'environnement, mentionne que l'installation présente des risques de dissémination de matières plastiques dans l'environnement ;

Considérant par conséquent que les équipements et les procédures mis en place par l'exploitant ne permettent pas de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement ;

.../...

Considérant par conséquent que les dispositions de l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement ne sont pas respectées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1er : Portée du présent arrêté

La société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE, dont le siège social est situé ZI de Regret à VERDUN (55100), est mise en demeure, pour l'exploitation de son usine de tri et recyclage de bouteilles plastiques en PET sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions suivantes :

[article L.541-15-11] du Code de l'environnement, en ce qu'elles imposent à l'exploitant de se doter d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement et de mettre en œuvre la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement **dans le délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Information des tiers

L'arrêté est publié, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État en Meuse, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée, à titre de notification, à la société WELLMAN FRANCE RECYCLAGE et, pour information, au Maire de la commune de Verdun, ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christian ROBBE-GRILLET

Voies et délais de recours

(Application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, Arche de la Défense – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cédex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.